

Φ LEÇON n°5	PEUT-IL ÊTRE JUSTE DE DÉSOBÉIR AUX LOIS ?
Plan de la leçon	Introduction : Le droit est-il toujours conforme à la morale ? 1. Désobéir est toujours injuste 2. La désobéissance peut être légitime
Perspectives	2. La morale et la politique
NOTION PRINCIPALE	JUSTICE
Notions secondaires	Devoir, État, Liberté, Nature
Repères conceptuels	Légal / Légitime
Auteurs étudiés	S. Milgram, Platon, Sophocle, J. Rawls
Travaux	- Reprendre dans un carnet les définitions du cours à retenir. - Écrire une courte synthèse de la leçon lorsqu'elle est terminée (vous pourrez être interrogés au début de la leçon suivante) : Qu'est-ce que j'ai retenu ? (Je note les idées-clés que je retiens de la leçon, les thèses des auteurs ou les questions qu'ils posent)

Introduction : Le droit est-il toujours conforme à la morale ?

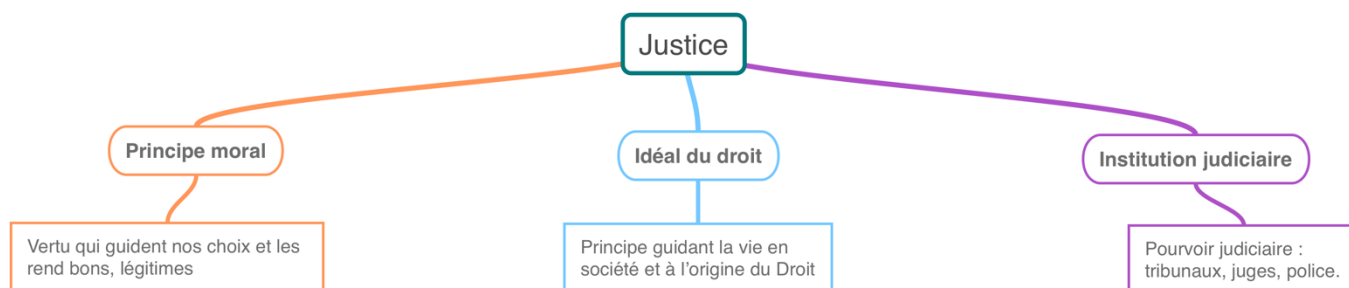
EXERCICE

1. Analyser les termes du titre de la leçon : « juste », « lois », « désobéir »
2. Reformulez la question

Qu'est-ce qu'un acte "juste" ?

NOTION COMPLÉMENTAIRE : L'ÉTAT

Les trois sens du concept de Justice



Identifier différents sens de la justice

► Recopiez le tableau ci-contre puis complétez-le avec les expressions proposées.

1. Avoir le sens de la justice.
2. Une personne juste.
3. La justice de mon pays.
4. La justice pénale.
5. De justes inégalités.
6. La justice économique et sociale.
7. Une juste répartition des richesses.
8. Être sévère mais juste.
9. Une justice d'exception.

La justice comme institution ou pouvoir judiciaire	La justice comme principe guidant la vie en société	La justice comme vertu morale propre à un individu

Qu'est-ce qu'une loi ? Droit et Morale

NOTION COMPLÉMENTAIRE : DEVOIR

Une loi est une règle qui prescrit ce qu'il faut faire et ne pas faire. Elle autorise et interdit. Y obéir est un devoir, une obligation. Cette obligation peut être morale ou légale. Il faut distinguer les **règles du Droit** et les **règles de la morale** :

- **Les règles morales** : (1) Elles ne sont pas écrites. Nous les connaissons parce qu'elles nous ont été transmises oralement par notre éducation. (2) Au sein d'une même société, plusieurs morales peuvent donc cohabiter (laïques et religieuses, de droite et de gauche, etc.). (3) Elles déterminent ce qu'il est légitime de faire (**légitime** = "juste" au sens **moral**). Elles n'ont pas de valeur légale, sauf si elles sont identiques aux lois (par exemple : "*ne pas tuer*" est aussi bien une règle morale qu'une règle de droit).
- **Le Droit** : (1) C'est l'ensemble des droits et des devoirs valables dans un pays, inscrits dans un ensemble de codes écrits (code civil, code pénal, etc.). (2) Ces lois concernent donc tous les citoyens, qui doivent obéir aux mêmes règles, quelle que soit leur sensibilité morale (croyance religieuse, conviction politique, etc.). (3) Le droit détermine ce qu'il est légal de faire dans une société (**légal** = "juste" au sens **juridique** : ce qui est permis ou interdit par la loi).

Légal et légitime

Appliquer la distinction entre *légal* et *légitime* à des exemples

- **Légal** : ce qui est conforme aux lois en vigueur, c'est-à-dire imposées par le législateur ; y désobéir est passible de sanctions juridiques.
- **Légitime** : ce qui est conforme à un sentiment spontané de justice, à la morale ou à un droit supérieur ; y désobéir nous expose à des sanctions morales.

1. En vous aidant des définitions, donnez un exemple de pratique qui est, selon vous :

1. légale mais non légitime. Justifiez.
2. légale et légitime. Justifiez.
3. légitime bien qu'illégal. Justifiez.

2. D'après ces différents cas de figure, peut-on dire que ce qui est légitime et légal est universel et absolu ?

Qu'est-ce qu'obéir ?

NOTION COMPLÉMENTAIRE : LIBERTÉ

Définition – L'**obéissance** se distingue de la **soumission** :

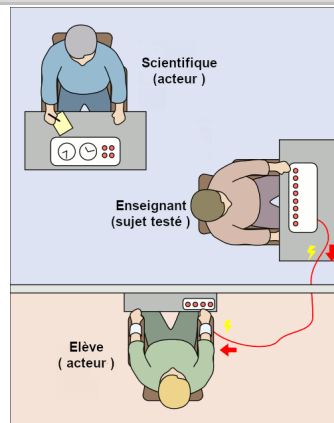
- **Se soumettre est un acte de nécessité**, qui a lieu lorsqu'on n'a pas le choix. Exemple : je me sou mets au voleur qui me menace d'une arme ; je me sou mets à un dictateur dans un État policier. **Donc, on ne se soumet jamais librement, et l'insoumission n'est possible que quand le rapport de force s'inverse.**
- **Obéir est une obligation, un devoir lorsque l'ordre donné ou la loi sont légitimes.** Exemple : l'enfant obéit à ses parents ; le citoyen d'une démocratie obéit aux lois de son pays. **Donc, on obéit librement, car l'obéissance implique la possibilité de désobéir.**

EXERCICE : utiliser ces définitions pour expliquer quel type de régime politique est concerné par la question « *Peut-il être juste de désobéir aux lois ?* »

Pourquoi obéit-on ? L'expérience de Milgram

Jacques Lecomte, *Sciences humaines* (n° 72, mai 1997)

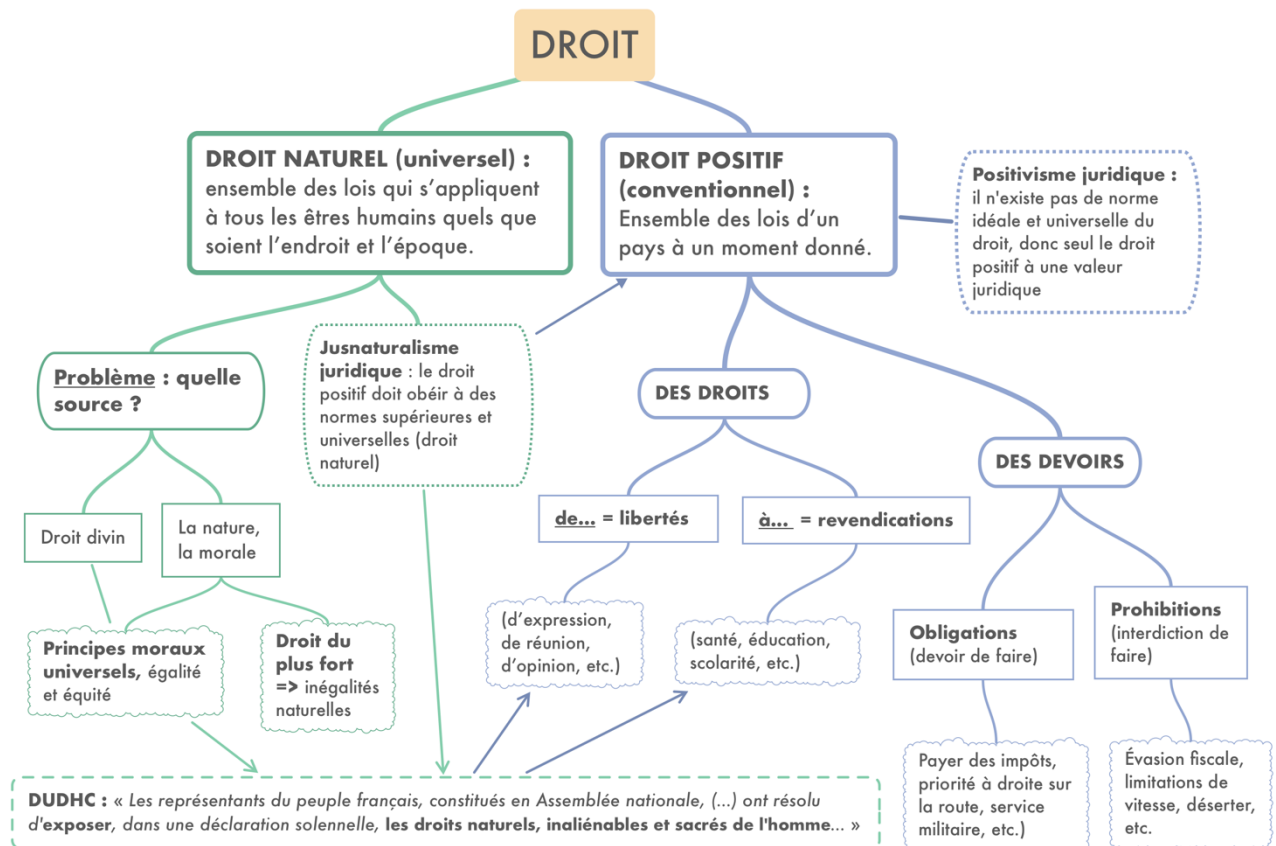
Imaginez l'expérience suivante : à la suite d'une petite annonce, deux personnes se présentent à un laboratoire de psychologie effectuant des recherches sur la mémoire. L'expérimentateur explique que l'une d'elles va jouer le rôle de « maître » et l'autre celui de « élève ». Le maître va soumettre des associations de mots à l'élève, et à chaque fois que celui-ci se trompera, il devra le sanctionner par une décharge électrique. Devant le maître, on attache l'élève sur une chaise et on fixe des électrodes à ses poignets. Puis on introduit le maître dans une autre pièce et on le place devant un impressionnant stimulateur de chocs composé d'une trentaine de manettes allant de 15 à 450 volts. (...) Ces expériences ont effectivement existé (dans les années 60), mais dans des conditions très particulières. L'élève était en fait un comédien professionnel qui simulait la douleur ; le stimulateur de chocs, les sangles et les électrodes n'étaient que des artifices destinés à tromper le maître qui, lui, était le véritable sujet de l'expérience. Car celle-là ne visait pas à contrôler la capacité de mémorisation, mais le niveau de soumission à l'autorité. Or, les résultats sont impressionnants : sur 40 personnes, 26, soit 65 % sont allées jusqu'à 450 volts ! Rappelons que dès 330 volts, l'élève ne répond plus, et que des maîtres ont cru qu'il était mort, mais ont néanmoins continué.



1. Que nous apprend l'expérience de Milgram sur les causes de l'obéissance ?
2. Stanley Milgram a raconté son expérience dans son livre « Soumission à l'autorité ». Mais, dans cette expérience, doit-on parler d'obéissance ou de soumission ?

Le problème : le Droit est-il toujours conforme à la Justice ?

NOTIONS COMPLÉMENTAIRES : NATURE, ÉTAT



1. Désobéir est toujours injuste

Dans le dialogue **“Criton”**, **Platon** met en scène Socrate qui attend en prison sa sentence de mort. Il a été condamné par un tribunal d'Athènes à boire la ciguë, accusé injustement d'impiété et de corruption de la jeunesse. Son ami Criton lui rend visite et lui propose de l'aider à s'évader pour éviter la mort. Socrate se lance alors dans une discussion pour décider s'il est juste de désobéir à un ordre injuste.

Texte n° 1 : « Il ne faut pas rendre le mal pour le mal »

SOCRATE - Est-il vrai qu'il ne faut jamais commettre d'injustice ? ou est-il permis d'en faire en certaines occasions, et non dans d'autres ? ou bien est-il absolument vrai que l'injustice n'est jamais permise, (...) que toute injustice est honteuse et funeste à celui qui la commet, quelque chose que les hommes en disent, et quelque bien ou quelque mal qu'il en puisse arriver ? Est-ce bien convenu ?

CRITON - Cela est convenu.

(...)

SOCRATE - Il ne faut donc commettre d'injustice en aucune manière ?

CRITON - Non, sans doute.

SOCRATE - Alors, il ne faut pas même faire d'injustice à ceux qui nous en font, quoique ce peuple croie que cela est permis, puisque tu conviens qu'il n'en faut faire en aucune manière ?

CRITON - Il me le semble.

(...)

SOCRATE - Il ne faut donc jamais faire d'injustice, ni rendre le mal pour le mal, quelque chose qu'on nous ait fait.

1. Quel est le problème posé par Socrate au début de ce texte ?

2. Comment y répond-il ? Expliquez sa thèse et sa justification.

Texte n° 2 : La prosopopée des Lois

SOCRATE - Lorsque nous serons au moment de nous enfuir, (...) que diront donc les lois ? « Socrate, ne sommes nous pas convenus ensemble que tu te soumettrais au jugement de la République ? » Et si nous paraissions surpris de ce langage, elles nous diraient peut-être : « (...) Dis-nous donc quel sujet de plainte tu as contre la République et contre nous, que tu fasses ainsi tous tes efforts pour nous détruire ? et d'abord, n'est-ce pas à nous que tu dois la vie ? N'est-ce pas grâce à nous que ton père a épousé celle qui t'a mis au monde ? Que trouves-tu donc à reprendre dans ces lois que nous avons établies sur le mariage ? » « Rien, sans doute, leur répondrais-je ; » « Et celles qui regardent la nourriture et l'éducation des enfants, d'après lesquelles tu as été élevé, ne te paraissent-elles pas avoir justement ordonné à ton père de t'élever dans tous les exercices de l'esprit et du corps ? » « Fort justement, dirais-je. » « Cela étant, puisque tu es né, puisque tu as été nourri et élevé, grâce à nous, oserais-tu soutenir que tu n'es pas notre enfant et notre serviteur de même que tes parents. Et s'il en est ainsi, penses-tu avoir les mêmes droits que nous, de sorte qu'il te soit permis de nous rendre tout ce que nous tâcherions de te faire souffrir ? Ce droit, que tu ne pourrais avoir contre un père ou contre un maître, de lui rendre le mal pour le mal, injure pour injure, coup pour coup, penses-tu l'avoir contre ta patrie et contre les lois ? Et si nous tâchions de te perdre, croyant que cela est juste, tu voudrais nous prévenir et perdre les lois et ta patrie ! Appellerais-tu cela justice, toi qui fais profession de t'être attaché à la vertu ? Ta sagesse te laisse-t-elle ignorer que la patrie est digne de plus de respect et de plus de vénération devant les dieux et devant les hommes ! qu'un père, qu'une mère, et que tous les parents ensemble ? qu'il faut honorer sa patrie, lui céder et la ménager plus qu'un père lorsqu'elle est irritée ? qu'il faut ou la ramener par la persuasion, ou obéir à ses commandements, et souffrir sans murmurer tout ce qu'elle ordonnera même ? Si elle veut que tu sois battu de verges ou chargé de chaînes, si elle veut que tu ailles à la guerre pour y verser tout ton sang, il faut partir sans balancer, car c'est là le devoir ; et l'on ne doit ni désobéir, ni reculer, ni quitter son poste ; mais à l'armée, devant les juges, et partout, il faut obéir aux ordres de la patrie, ou user avec elle de persuasion, comme il est permis ; car si c'est une impiété de faire violence à son père ou à sa mère, c'en est une beaucoup plus grande de forcer sa patrie. » Que répondrons-nous à cela, Criton ?

1. Quels sont les arguments de Socrate pour défendre l'idée qu'il ne faut jamais désobéir à l'État même si ses ordres sont injustes ?

2. Quelle alternative propose-t-il à l'obéissance ?

2. La désobéissance peut être légitime

QU'EST-CE QUE LA DÉSOBÉISSANCE CIVILE ?

La désobéissance civile est le fait de désobéir publiquement à une loi dans un État démocratique, non dans le but de renverser le gouvernement, mais pour tenter de l'obliger à changer une loi ou une décision. Cette désobéissance se fait au nom de la justice morale (le *légitime*), lorsqu'on considère que la loi (le *légal*), ne correspond pas aux principes moraux de la majorité des citoyens.

Le premier à avoir parlé de *désobéissance civile* est le philosophe **David Thoreau**. En 1846, il refuse de payer un impôt à l'État américain pour protester contre l'esclavagisme en vigueur dans le sud des États-Unis. Il passera une nuit en prison. Il théorise ensuite son geste dans son livre *“La désobéissance civile”*. Mais au Ve s. avant J.-C., **Sophocle** avait déjà mis en scène un acte de désobéissance du personnage Antigone, fille d'Œdipe.

Antigone

Sophocle, <i>Antigone</i> (441 av. J.-C.)
Dans cette tragédie grecque, Créon (roi de la Cité de Thèbes) a ordonné de jeter le corps mort de Polynice, frère d'Antigone, en dehors des murs de la Cité sans lui donner de sépulture, parce qu'il a trahi la Cité. Antigone désobéit et enterre le corps de son frère.
Créon – Et tu as osé passer outre à mes lois ? Antigone – Oui, car ce n'est pas Zeus qui les a proclamées, et la Justice qui siège auprès des dieux de sous terre n'en a point tracé de telles parmi les hommes. Je ne croyais pas, certes, que tes édits eussent tant de pouvoir qu'ils permissent à un mortel de violer les lois divines : lois non écrites, celles-là, mais infaillibles. Ce n'est pas d'aujourd'hui ni d'hier, c'est de toujours qu'elles sont en vigueur, et personne ne les a vues naître. Leur désobéir, n'était-ce point, par un lâche respect pour l'autorité d'un homme, encourir la rigueur divine ? Je savais bien que je mourrais ; c'était inévitable - et même sans ton édit ! Si je péris avant le temps, je regarde la mort comme un bonheur. Quand on vit au milieu des maux, comment ne gagnerait-on pas à mourir ? Non, le sort qui m'attend n'a rien qui m'afflige. Si j'avais dû laisser sans sépulture un corps que ma mère a mis au monde, alors j'aurais souffert ; mais ce qui m'arrive m'est égal. Tu estimes, n'est-ce pas, que j'ai agi comme une folle ? J'en dirais autant de toi.
1. Dans ce texte, qu'est-ce qui renvoie au Droit (la légalité) et à la morale (la légitimité) ? 2. Quels sont les arguments d'Antigone pour désobéir aux ordres du roi Créon ?

La désobéissance civile selon John Rawls

John Rawls, "De la désobéissance civile" (<i>Théorie de la justice</i> , 1971)
&1 - La difficulté est celle du conflit des devoirs. Quand le devoir d'obéir aux lois promulguées par une majorité législative cesse-t-il d'être une obligation face au droit de défendre ses libertés et au devoir de lutter contre l'injustice ? (...) &2 - La désobéissance civile peut, tout d'abord, être définie comme un acte public, non violent, décidé en conscience, mais politique, contraire à la loi et accompli le plus souvent pour amener à un changement dans la loi ou bien dans la politique du gouvernement. En agissant ainsi, on s'adresse au sens de la justice de la majorité de la communauté. (...) &3 - La désobéissance civile est un acte politique, pas seulement au sens où elle vise la majorité qui a le pouvoir politique, mais parce qu'elle est guidée et justifiée par des principes politiques, c'est-à-dire par les principes de la justice qui gouvernent la constitution et, d'une manière générale, les institutions de la société. Pour justifier la désobéissance civile, on ne fait pas appel aux principes de la moralité personnelle ou à des doctrines religieuses, même s'ils peuvent coïncider avec les revendications et les soutenir ; et il va sans dire que la désobéissance civile ne peut être fondée seulement sur des intérêts de groupe ou sur ceux d'un individu. Au contraire, on recourt à la conception commune de la justice qui sous-tend l'ordre politique. (...) &4 - En outre, la désobéissance civile est un acte public. Non seulement elle fait appel à des principes publics, mais encore elle se manifeste publiquement. Elle s'exerce ouvertement avec un préavis raisonnable, elle n'est pas cachée ou secrète. On pourrait la comparer à un discours public et, étant un appel public, c'est-à-dire l'expression d'une conviction politique profonde et sincère, elle a lieu sur le forum public. &5 - C'est pour cette raison parmi d'autres que la désobéissance civile est non violente. Elle essaie d'éviter l'usage de la violence, en particulier à l'égard des personnes, non qu'elle déteste l'usage de la force par principe, mais parce que celle-ci est l'expression ultime de ses revendications. Se livrer à des actes violents susceptibles de blesser et de faire du mal est incompatible avec la désobéissance civile comme appel public.
&1 - Expliquez ce qu'est un « conflit des devoirs » : quels sont nos deux devoirs qui se contredisent ? Utilisez les termes "justice", "légal" et "légitime" pour expliquer ce problème. &2 - Comment Rawls définit-il la désobéissance civile ? &3. En quoi la désobéissance civile est-elle un acte politique ? &4. Pourquoi la désobéissance civile doit-elle être un acte public ? Que deviendrait-elle si elle était un acte privé ? &5. Pourquoi la désobéissance civile doit-elle être un acte non violent ?

Le manifeste des 343

En France, en 1971, des femmes publient la "Manifeste des 343" dans lequel elles affirment publiquement avoir désobéi à la loi en avortant. C'est une députée française (Simone Veil), en 1974, qui fait voter une loi légalisant l'avortement.
« Un million de femmes se font avorter chaque année en France. Elles le font dans des conditions dangereuses en raison de la clandestinité à laquelle elles sont condamnées, alors que cette opération, pratiquée sous contrôle médical, est des plus simples. On fait le silence sur ces millions de femmes. Je déclare que je suis l'une d'elles. Je déclare avoir avorté. De même que nous réclamons le libre accès aux moyens anticonceptionnels, nous réclamons l'avortement libre. »
En quoi ce manifeste illustre-t-il la définition de la désobéissance civile de John Rawls ?